

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI PALIPEHUTU

COMMUNIQUE DE PRESSE

QUI A ATTAQUE LE BURUNDI LA NUIT DU 23 NOVEMBRE 1991 ?

Mentir est une chose, mais convaincre en est une autre. Le Gouvernement Burundais ne cesse d'incriminer le PALIPEHUTU (Parti pour la Libération du Peuple Hutu) comme auteur responsable des attaques survenues au Burundi dans la nuit du 23 au 24 novembre 1991.

Le Gouvernement Burundais fait état des attaques aux armes lourdes et légères dans les villes de Bujumbura, Cibitoke, Eubanza et Kayanza contre des camps militaires et des objectifs civils (stations d'essence, des ponts, les lignes électriques, etc...).

Les attaquants, selon le même Gouvernement, seraient des éléments drogués, des gens infiltrés au Burundi à partir du Rwanda et de la Tanzanie. Des accusations mensongères et sans fondement sont monnaie courante au Burundi; souvenez-vous des montages de 1972 faisant croire à des attaques par des éléments armés venus de Tanzanie: il s'est avéré par la suite que ces attaques n'avaient jamais eu lieu, qu'il s'agissait de l'application du plan SIMBANANIYE Arthémon. Ce plan visait l'élimination de 3.600.000 hutus (soit 72% de la population totale) pour ramener la proportion des Hutu dans la population Burundaise à chiffre égal à celui des Tutsi (14% Hutu et 14% Tutsi). Rappelons qu'en 1972 la population burundaise était estimée à 5.000.000 d'habitants dont 84% de HUTU, 14% de TUTSI et 1% de TWA.

En 1988, le Gouvernement Burundais accusait des éléments burundais, réfugiés au Rwanda d'avoir attaqué le Burundi dans les communes de NTEGA et MARANGARA. Il s'est avéré par la suite qu'aucune personne du Rwanda n'avait jamais été impliquée dans ces événements et que c'était la continuation du même plan SIMBANANIYE.

Les massacres de Hutu actuellement en cours au Burundi, suite aux prétendues attaques perpétrées par des Hutu du PALIPEHUTU visent le même objectif à savoir l'élimination des 85% des Hutu vivant au Burundi.

Quelques faits saillants montrent à suffisance l'innocence des Hutu et le mensonge flagrant des autorités burundaises:

1. Au lendemain des attaques, la Radio Nationale faisait état des coups de feu dans les quartiers populaires de la ville de Bujumbura, ainsi que dans les centres urbains de Cibitoke, Bubanza et Kayanza. Des tirs aux armes lourdes ont été entendus dans des camps militaires de Bujumbura (MUHA, BASE, MUZINDA, Institut Supérieur des Cadres Militaires-ISCAM) ainsi qu'à la présidence de la république et à l'Etat Major de l'Armée.

Comment expliquer que des réfugiés à peine rentrés d'exil puissent ramener avec eux des canons sans être interceptés par les forces de l'ordre?

2. Dans une situation aussi grave, telle qu'elle était décrite, aucun couvre feu n'a été instauré. Le Président Buyoya a préféré rester à Paris!
3. Comment expliquer que ces mêmes gens s'attaquent à des quartiers populaires, habités par plus de 90% de Hutu, alors que les Hutu sont parmi ceux que le PALIPEHUTU veut libérer?

Comment expliquer que ces mêmes gens puissent introduire des armes lourdes dans des endroits aussi stratégiques et gardés comme les camps militaires, la présidence de la république, l'état major de l'armée?

Comment expliquer que les assaillants n'aient jamais été aperçus par la population? Le Ministre de l'Intérieur lui-même a reconnu que les coups de feu qu'on entendait étaient tirés par les militaires et non par les assaillants.

Comment expliquer que le PALIPEHUTU organise une attaque contre le Burundi alors que tous ses coordinateurs se trouvaient en prison et que son Président était au rendez-vous avec le Major Buyoya à Paris?

Le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU) estime que le régime de Bujumbura se trouve actuellement aux abois face au courant des démocraties qui secoue le monde. Incapable de l'éviter, il fait tout pour éliminer d'abord les Hutu avant d'instaurer un régime démocratique pluraliste au Burundi.

C'est ainsi que depuis le mois de juillet 1991, le Gouvernement procède à des arrestations massives des Hutu dans le but de provoquer un soulèvement populaire pour ensuite le mater dans le sang. Dans sa sagesse et bonté séculaire, le peuple Hutu n'a pas réagi à ces provocations dans le sens prévu par le pouvoir.

Face à l'attitude trop pacifique de la population Hutu, l'armée burundaise a simulé des attaques aux armes lourdes et légères dans les camps militaires, les quartiers populaires de Bujumbura et les autres provinces ci-haut citées. Des rumeurs de coup d'état ont été faites circuler dans le pays, rumeurs selon lesquelles des militaires partisans de Bagaza (ex-Président de la république) avaient l'intention de s'emparer du pouvoir dans le courant de la même nuit du 23 au 24 novembre 1991. C'est le même genre de scénario qui a été mis en jeu en 1972 lorsqu'on a fait croire à la population que les Hutu voulaient restaurer la monarchie en ramenant au pouvoir le Roi NTARE V. Ces rumeurs aujourd'hui vérité, visaient à brouiller les esprits sur le nouveau génocide contre les Hutu. Tout n'était qu'une mise en scène!!

En effet, la commission internationale d'enquête sur les événements en cours au Burundi vient de révéler entre autre ce qui suit:

- a: L'armée burundaise n'était pas incapable de venir à bout de 20 fusils et quelques grenades; le tout de l'arsenal du PALIPEHUTU, selon les propos du Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Cyprien MBONIMPA, du 3 décembre 1991.
- b: Les échanges de tirs autour des camps militaires de Bujumbura entre le 23 et le 27 novembre s'effectuaient entre des éléments des forces armées burundaises.
- c: Le premier ministre SIBOMANA avait été déjà invité à la réunion de crise tenue à l'état major général de l'armée avant que les coups de feu ne soient entendus autour de sa résidence, le 23 novembre 1991.
- d: Les civils Tutsi et les objectifs matériels présentés par les autorités gouvernementales et les médias burundaises comme ayant été les victimes des attaques du PALIPEHUTU, dans les provinces de Bubanza et Cibitoke se sont avérés en témoignages fictifs, inventés pour compléter le décor du montage. Des civils Tutsi avaient été déplacés par l'armée vers les camps militaires, longtemps avant le 23 novembre 1991.

Toute personne honnête devrait comprendre que les méthodes de l'armée burundaise pour exécuter le plan SIMBANANIYE n'ont pas changé, et que la présence de plus d'éléments Hutu au sein du gouvernement a rendu l'opération plus subtile que dans le passé. L'armée monoethnique du Burundi a organisé les massacres de 1972 (300.000 morts en deux mois), les tueries sauvages de NTEGA et MARANGARA en 1988 (60.000 morts en un mois) et les massacres en cours dont le bilan s'alourdit de jour en jour.

L'armée burundaise continue d'être louée pour:

- a) Près de 20.000 morts en 5 semaines. Des familles entières ont été exterminées. On a vu des ruisseaux de sang des Hutu coulant dans les petites rues de Bujumbura, des cadavres entassés un peu partout. Des fosses communes sont creusées à Bujumbura, Muyinga, Murwi, Ndora, Mabayi, Musigati, etc... elles renferment chacune plus de 150 cadavres.

Les militaires défoncent les portes des maisons des Hutu, égorgent tous les occupants; les femmes sont d'abord emputées de leurs seins avant d'être décapitées, les hommes sont éventrés, châtrés à la baillonnnette pour des fins de la grossière sorcellerie Tutsi.

- b) Bombardement à l'hélicoptère et aux bombes incendiaires de villages de Muzinda, Kaburantwa, Murwi, Bukinanyana ...
- c) Plus de 60.000 réfugiés dont 40.000 au Zaïre, plus de 10.000 errant en Tanzanie et plus de 10.000 au Rwanda.

Pourtant, de tels actes sont condamnables par la loi burundaise, par la soi-disante Charte de l'Unité Nationale du Burundi et par les Conventions Internationales sur les Droits de l'Homme. Il est par conséquent urgent: que le Conseil de Sécurité des Nations Unies condamne l'armée burundaise pour les nombreuses violations de la convention de NUREMBERG et qu'une aide internationale consistant en une force de paix soit décidée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour secourir le peuple hutu menacé de disparition.

Le paysage politique du Burundi doit changer sans délais: le calendrier et le programme politique du major Buyoya sont inadmissibles pour le peuple burundais. La Charte de l'Unité Nationale, le Gouvernement paritaire Hutu-Tutsi et autres mascarades n'étaient que de la poudre jetée aux yeux des Hutu et de l'opinion internationale. Pour ce qui regarde les issus de sortie politique, le PALIPEHUTU a déjà suggéré à son Excellence le Président du Burundi, outre les réformes de l'armée, ce qui suit:

- Qu'une amnistie générale soit faite à toutes les personnes condamnées ou arrêtées.
- Que le problème des réfugiés soit examiné à la lumière des revendications exprimées par ceux-ci et qu'il soit organisé une table ronde sur ce sujet avec leur participation effective.

Concernant le projet de démocratisation:

- Que l'adoption du principe du multipartisme intégral devant permettre au peuple burundais de s'exprimer librement par la presse, le débat politique, le libre choix de son orientation politique ainsi que de ses représentants soit proclamée solennellement par un décret-loi sur les partis politiques.
- Que désormais la séparation des affaires de l'Etat et du Parti UPRONA soit effective. Le Comité exécutif de l'UPRONA doit cesser de jouer le rôle de l'organe législatif du pays.
- Que pour l'ordre, un gouvernement de transition résultant d'une concertation entre tous les partis politiques déjà exprimés soit formé dans les meilleurs délais. Il serait dirigé par un premier ministre issu de la principale formation politique de l'opposition en l'occurrence le PALIPEHUTU.
- Que le principe de l'organisation d'une conférence nationale où tous les partis politiques seraient conviés soit accepté. Cette conférence garantirait une préparation soignée et crédible d'une constitution qui, comme partout ailleurs, serait la consigne fondamentale et inviolable des droits et obligations de chaque citoyen. La conférence nationale doit conférer au Burundi une commission législative provisoire qui préparerait le projet de constitution à soumettre au référendum populaire. La conférence nationale débattrait entre autre des orientations véritablement démocratiques pour le programme de redressement économique.

Le PALIPEHUTU reste ouvert à tous les Burundais et au dialogue, unique voie pour établir la paix, l'unité et la démocratie au Burundi.

**VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE CONTRE
LE GENOCIDE ET TOUTE VIOLATION DES
DROITS DE L'HOMME.**

Tranbjerg, le 4 Janvier 1992
Dr. KARATASI Etienne
Président du PALIPEHUTU